
Décret, sur le rapport d'Eschassériaux au nom du comité de liquidation , relatif aux pensions de retraite, lors de la séance du 10 ventôse an II (28 février 1794)

René Eschasseriaux (Jeune)

Citer ce document / Cite this document :

Eschasseriaux (Jeune) René. Décret, sur le rapport d'Eschassériaux au nom du comité de liquidation , relatif aux pensions de retraite, lors de la séance du 10 ventôse an II (28 février 1794). In: Tome LXXXV - du 26 pluviôse au 12 ventôse an II (14 février au 2 mars 1794) pp. 568-569;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1964_num_85_1_32797_t1_0568_0000_8

Fichier pdf généré le 15/05/2023

53

Le citoyen Bertucat, représentant du peuple, demande, pour raison de santé justifiée par un certificat des gens de l'art, un congé de cinq décades.

Il est accordé (1).

[Paris, 10 vent. II] (2)

« Citoyen président,

Je suis malade depuis près de deux mois et demie, et après avoir été à toute extrémité, je ne puis me rétablir. Le médecin qui me donne ses soins et dont je joins ici le certificat pense que le moyen de me rétablir est de prendre pendant quelque temps l'air natal; je prie donc la Convention de vouloir bien m'accorder un congé de 5 décades. S. et F. ».

BERTUCAT, député.

[Attestation; Paris, 5 vent. II]

J'ai soussigné membre du collège de chirurgie, certifie que le citoyen Bertucat, député à la Convention nationale, du département de Saône-et-Loire est malade d'une maladie du foie que l'on appelle ictere noire ou bile noire, laquelle maladie a mis le malade au plus grand danger de perdre la vie, c'est pour ce quoi j'estime que le malade retourne chez lui prendre l'air natal, quand les forces lui permettront, ce pourquoi je lui ai délivré ce présent certificat pour lui servir au besoin.

DE BAUVE.

54

Un membre [ESCHASSÉRIAUX], au nom du comité de liquidation, propose un projet de décret.

La Convention l'adopte en ces termes :

« La Convention nationale après avoir entendu le rapport de son comité de liquidation, décrète ce qui suit :

« Art. I. Il sera payé par la trésorerie nationale, à titre de pensions de retraite, aux officiers des troupes de ci-devant ligne, retirés pour cause d'infirmités constatées, ou après de longs services, dont le détail se trouve en l'état annexé à la minute du présent décret, la somme de 77,633 l. 2 s., laquelle sera répartie entre eux suivant les proportions établies audit état, et à compter du jour qu'ils ont cessé de toucher leurs appointemens; le tout en conformité des lois du 22 août 1790, art. XIX et XX du titre premier, articles premier et III du titre II; du mars 1791, art. VI; du 10 juillet 1791, art. VI et XII du titre II; du 16 mai 1792, art. XIV et XXXIX du titre premier; du 27 mai, même mois, et du 6 juin 1793, art. VI.

(1) P.V., XXXII, 330. Minute signée Berlier (C 292, pl. 951, p. 24). Le décret n'est pas enregistré.

(2) C 293, pl. 964, p. 3, 4.

« II. Il sera fait déduction aux pensionnaires dénommés dans l'état annexé à la minute du présent décret des sommes qu'ils peuvent avoir reçues, soit à titre de secours provisoire, soit à-compte de leurs pensions. Ils seront tenus de se conformer aux lois précédemment rendues sur les pensions, notamment aux dispositions de celles des 19 et 30 juin 1793, du 17 juillet de la même année, art. III, et 9 nivôse dernier, art. II.

« III. Ceux des pensionnaires compris au présent décret dont les pensions s'élèvent à plus de 3 000 livres, ne recevront provisoirement que ladite somme de 3 000 livres, à compter du premier juillet dernier, conformément aux dispositions des décrets des 19 juin et 28 septembre 1793, et du 16 vendémiaire dernier.

« IV. Il ne sera délivré de brevets de pensions qu'à ceux desdits pensionnaires qui auront déposé, soit au bureau de la direction générale de la liquidation, soit chez le ministre de la guerre, leurs certificats de résidence, aux termes des lois des 4 avril, 30 juin, 29 novembre 1792, 28 mars 1793, 14 et 19 pluviôse dernier » (1).

55

Le même rapporteur [ESCHASSÉRIAUX] en propose un autre, qui est aussi adopté.

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de liquidation, décrète ce qui suit :

« Art. I. Il sera payé par la trésorerie nationale, à titre de pensions de retraite, aux commis et employés supprimés des bureaux du département du ministère de la guerre, dénommés en l'état annexé à la minute du présent décret, la somme de soixante-treize mille cinq cent dix liv. cinq s., laquelle sera répartie entr'eux suivant les proportions indiquées audit état, et qu'ils commenceront à toucher aux époques qui y sont désignées, pour ce qui les concerne respectivement, le tout en conformité des lois du 22 août 1790, articles XVIII, XIX, XX du titre premier, et V du titre II; du 31 juillet 1791, articles IV, V, VIII, XII et XVIII; du 24 juillet 1793, article II.

« II. Ceux des pensionnaires compris au présent décret, dont les pensions s'élèvent à plus de trois mille livres, ne recevront provisoirement que ladite somme de trois mille livres, à compter du premier juillet 1793, aux termes des décrets des 19 juin, 28 septembre 1793, et 16 vendémiaire dernier.

« III. Il sera fait déduction auxdits pensionnaires des sommes qu'ils peuvent avoir reçues, soit à titre de secours provisoire, soit à compte de leurs pensions; ils seront tenus d'ailleurs de se conformer aux lois précédemment rendues sur les pensions, et notamment à celles des 19 et 30 juin, 17 juillet 1793, et 9 nivôse dernier.

(1) P.V., XXXII, 331-32. Minute des derniers art., signée Oudot (C 292, pl. 951, p. 25). Décret n° 8241.

«IV. Il ne sera délivré de brevets de pensions qu'à ceux des pensionnaires qui justifieront avoir déposé dans les bureaux de la direction générale de la liquidation, ou dans ceux du ministre de la guerre, leurs certificats de résidence, conformément aux lois des 4 avril, 30 juin, 29 septembre 1792, 26 mars 1793, et 14 et 19 pluviôse dernier» (1).

56

Les républicains sans-culottes et montagnards composant la société populaire de Cognac, annoncent à la Convention nationale qu'ils offrent à la patrie un républicain fort et vigoureux, bien monté, armé et équipé à leurs frais. Ils attendent les ordres du ministre pour son départ aux frontières. Ils s'occupent sans relâche de l'extraction du salpêtre, et se proposent d'en faire passer au comité de salut public le résultat, avec la quantité de salpêtre qu'ils pourront fournir par décade.

La Convention nationale décrète la mention honorable, l'insertion au procès-verbal et au bulletin et le renvoi au ministre de la guerre (2).

57

Un secrétaire fait lecture du procès-verbal de la séance du 3 ventôse, l'an 2 de la République française, une et indivisible.
La rédaction en est adoptée (3).

58

La commune de Longjumeau et la société populaire du même lieu, par l'organe de plusieurs citoyens qu'elles ont envoyés (4), assurent la Convention de leur reconnaissance pour avoir fondé la République. Ils l'invitent à rester à son poste tant que le vaisseau de l'Etat sera agité. Ils viennent déposer sur l'autel de la patrie la somme de 2,003 liv. 10 sols, produit d'une nouvelle offrande de leur commune.

Mention honorable, insertion au bulletin (5).

59

Deux députés de la commune d'Yvoy, département des Ardennes, se présentent à la barre : l'un d'eux se plaint, en son nom, d'une commis-

(1) P.V., XXXII, 332-33. Minute signée Oudot (C 292, pl. 951, p. 25). Décret n° 8240.

(2) P.V., XXXII, 333-34. B^{is}, 10 vent.; J. univ., n° 1359.

(3) P.V., XXXII, 334.

(4) Il s'agit de A. Richelet, Ch. Poulard et L. Et. Dartois (P.V., XXXII, 351).

(5) P.V., XXXII, 334 et 351. B^{is}, 10 vent, 13 vent. (suppl^{is}) et 18 vent. (1^{er} suppl^{is}); M.U., XXXVII, 331.

sion qui la gouverne depuis le 7 frimaire. Ils déposent une somme de 300 liv. 15 sols donnée par les membres de la société populaire qui a été formée chez eux, et qui n'a existé que trois décades. Ils lisent un état des dons qu'ils ont déposés au comité des marchés, qui consistent en un calice, une patène, des épaulettes, 29 chemises, des bas, des mouchoirs, un habit et plusieurs autres dons.

La Convention nationale décrète la mention honorable et l'insertion au bulletin des dons patriotiques. Elle renvoie la pétition au représentant du peuple sur les lieux, chargé de l'épuration des autorités constituées (1).

60

De nouveaux pétitionnaires sont admis à la barre.

«La Convention nationale, après avoir entendu la pétition de la société populaire des sans-culottes de Courbevoie, qui offre un cavalier armé et équipé,

«Décrète la mention honorable, de cette offre patriotique, l'insertion de l'adresse par extrait au bulletin, et le renvoi au ministre de la guerre» (2).

61

La citoyenne femme du citoyen Blavette réclame contre l'arrestation de son mari. Elle demande que le comité fasse un prompt rapport de son affaire (3).

La c^{me} BLAVETTE. Citoyens représentants,

Le citoyen Clément Blavette mon mari a été le seul avec le c^m Fretreau, que le choix du peuple ait appelé parmi les membres du ci-devant Parlement de Paris, pour composer le nouvel ordre judiciaire électif.

Il fut redevable de cette honorable distinction, à son attachement connu pour la liberté et l'égalité, et peut-être encore à son application aux devoirs de son état.

Le 5 frimaire, il a été mis en arrestation au Pecq sous Montagne du Bon Air, où nous avons une petite habitation, et transféré à Port-Libre, rue de la Bourbe, à Paris.

L'ordre d'arrestation émané de votre comité de sûreté générale étoit daté du 19 brumaire précédent. Et le nom de mon mari n'étoit point compris dans le corps même de l'ordre de votre comité mais dans une liste qui se trouvoit à la suite, et dans laquelle il est placé le dernier. De ces deux circonstances, il résulte que mon mari n'est point du nombre des gens suspects, connus pour tels de votre comité, car en ce cas, le comité l'auroit désigné nommément, et n'auroit pas souffert que l'ordre de son arrestation, restât 15 jours sans être exécuté.

Il est évident que votre arrêté ayant seulement

(1) P.V., XXXII, 334 et 352. B^{is}, 18 vent. (1^{er} suppl^{is}); J. Sablier, n° 1169.

(2) P.V., XXXII, 334. J. Sablier, n° 1170.

(3) P.V., XXXII, 335. J. Sablier, n° 1169.